

INSTITUT DE FORMATION D'AIDES-SOIGNANTS

14, place du Pilat
31800 SAINT GAUDENS

REGLEMENT INTERIEUR

Promotion 2024-2025

Institut de Formation d'Aides-soignants
Du Centre Hospitalier Comminges Pyrénées 14, place du Pilat 31800 SAINT-
GAUDENS

☎ : 05.61.32.41.79

✉ : ifas@ch-saintgaudens.fr

SIRET 263 100 180 00058

Table des matières

1.	Préambule	4
1.1.	Champ d'application	4
1.2.	Statut du règlement intérieur	4
2.	Dispositions communes	5
2.1.	Dispositions générales	5
2.1.1.	Article 1 : Comportement général.....	5
2.1.2.	Article 2 : Manifestation et évènements de type « bizutage » et/ou « d'intégration »	5
2.1.3.	Article 3 : Utilisation des réseaux sociaux.....	6
2.1.4.	Article 4 : Contrefaçon et plagiat	7
2.1.5.	Article 5 : Fraude.....	7
2.1.6.	Article 6 : cours réalisés en distanciel	8
2.1.7.	Article 7 : Visite médicale et vaccinations	9
2.1.8.	Article 8 : Inaptitude et suspension	9
2.2.	Respect des règles d'hygiène et de sécurité.....	9
2.2.1.	Article 9 : Interdiction de fumer et/ou vapoter.....	9
2.2.2.	Article 10 : respect des consignes de sécurité.....	10
2.2.3.	Article 11 : Prévention d'une nouvelle vague de contamination COVID-19 ou autre infection endémique ou saisonnière.....	10
2.3.	Dispositions concernant les locaux.....	10
2.3.1.	Article 11 : Maintien de l'ordre dans les locaux.....	10
2.3.2.	Article 13 : Utilisation des locaux.....	11
3.	Dispositions applicables aux élèves	12
3.1.	Dispositions générales	12
3.1.1.	Article 14 : Libertés et obligations des élèves	12
3.2.	Droits des élèves.....	13
3.2.1.	Article 15 : Représentation	13
3.2.2.	Article 16 : Liberté d'association.....	14
3.2.3.	Article 17 : Droits à l'information.....	14

3.2.4.	Article 18 : Tracts et affichages	15
3.2.5.	Article 19 : Liberté de réunion	15
3.2.6.	Article 20 : Repas.....	16
3.2.7.	Article 21 : Périodes de congés.....	16
3.3.	Obligations des élèves	16
3.3.1.	Article 22 : Ponctualité	16
3.3.2.	Article 23 : Tenue vestimentaire	17
3.3.3.	Article 24 : Maladie ou événement grave.....	17
3.3.4.	Article 25 : Stages.....	18
3.3.5.	Article 26 : Assurances	18
3.3.6.	Article 27 : Accident d'exposition au sang et autres liquides biologiques.....	19
3.3.7.	Article 28 : Absences en cours et en stage	19
3.3.8.	Article 29 : Formation à l'institut	20
3.3.9.	Article 30 : Formation clinique.....	21
3.4.	Evaluations.....	22
3.4.1.	Article 31 : validation des blocs de compétences.....	22
3.4.2.	Article 32 : Rattrapages	23
3.4.3.	Article 33 : Validation du Diplôme d'Etat.....	23
4.	Dispositions applicables au personnel	23
4.1.	Article 34 : Droits et obligations des personnels.....	23

1. Préambule

1.1. Champ d'application

Les dispositions du présent règlement intérieur ont vocation à s'appliquer :

- à l'ensemble des usagers de l'institut, personnel et élèves ;
- toute personne présente à quelque titre que ce soit, au sein de l'institut de formation (intervenants extérieures, prestataires de service, invités...)

1.2. Statut du règlement intérieur

Aucune disposition du règlement intérieur ne peut être contraire à la réglementation en vigueur concernant les conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ainsi que les modalités des études et de validation de la formation conduisant à l'obtention du Diplôme d'Etat.

Un exemplaire du présent règlement est mis à disposition de chaque élève lors de son admission dans l'institut de formation via la plateforme ANDIL.

Ce document fait l'objet d'un engagement attestant que l'élève en a pris connaissance et accepte de s'y conformer.

2. Dispositions communes

2.1. Dispositions générales

2.1.1. Article 1 : Comportement général

Le comportement des personnes (notamment actes, attitudes, propos, tenue) ne doit pas être de nature :

- A porter atteinte au bon fonctionnement et à la réputation de l'institut.
- A créer une perturbation dans le déroulement des activités de formation.
Les téléphones portables doivent être éteints et rangés durant les cours et lors des évaluations.
Ils ne doivent pas être dans les poches des tenues lors les stages.
L'usage des ordinateurs personnels est autorisé avec l'accord préalable des formateurs.
- A porter atteinte au respect, à la santé, l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens.

D'une manière générale, le comportement des personnes doit être conforme aux règles communément admises en matière de respect d'autrui et de civilité ainsi qu'aux lois et règlements en vigueur.

2.1.2. Article 2 : Manifestation et évènements de type « bizutage » et/ou « d'intégration »

L'organisation de manifestations ou évènements de ce type est strictement interdite.

Ce type de manifestation ou d'évènement ne pas se réclamer d'un institut auquel les élèves sont rattachés.

Conformément à l'article 14 et suivants de la loi n°98-468 du 17 juin 1998 instaurant un délit de bizutage, aucun acte humiliant ou dégradant subi ou commis par un élève lors de manifestations ou de réunions liées à l'institut de formation ne sera toléré.

La transgression de ce règlement entrainera l'exclusion immédiate du ou des organisateurs et participants.

De plus, toute manifestation et/ou comportement de harcèlement sont strictement interdits au sein de l'IFAS et en stage.

Toute personne tenant des propos publiquement ou les exposant par écrit, notamment par l'utilisation des réseaux sociaux, qui pourraient porter atteinte à l'institut ou à un membre de son personnel ou divulguant des informations confidentielles, s'expose à des sanctions disciplinaires et/ou de poursuites pénales.

2.1.3. Article 3 : Utilisation des réseaux sociaux

Les réseaux sociaux sont définis dans ce règlement comme tout regroupement ou discussion sociale par le biais d'internet ou de tout outil numérique et informatique.

A titre d'exemple, sont concernés Facebook, LinkedIn, Snapchat, Twitter, WhatsApp, Tiktok et tout autre réseau, site, logiciel ou application permettant la publication de messages, d'échange d'informations ou de discussions avec autrui.

Toute personne fréquentant l'IFAS à quelque titre que ce soit s'engage à :

- N'utiliser les réseaux sociaux présentés ci-dessus qu'à des fins pédagogiques, administratives ou informationnelles, en respectant les conditions d'utilisation,
- Ne prendre aucune photo, vidéos, enregistrement sonore ou toute autre information concernant les patients, le personnel de la structure ou toute autre personne n'ayant pas donné son accord écrit au préalable,
- Ne poster sur les réseaux sociaux aucun propos diffamatoires ou injurieux ou pouvant porter atteinte aux autres utilisateurs, aux professionnels travaillant ou intervenant dans l'institut, les lieux de stages, aux patients ou à l'image de l'institut et des autres structures de formation,

- A ne diffuser ou ne poster ni commentaires, ni photos, ni vidéos, ou enregistrements sans l'accord préalable écrit des personnes concernées,
- A ne diffuser sur les réseaux sociaux, ne divulguer aucune information ou contenu fourni par l'institut ou le lieu de stage, ou vus en cours ou en stage portant atteinte à la vie privée, à la propriété intellectuelle ou au secret professionnel,
- A respecter la confidentialité des patients et de leurs pathologies, des lieux de stage et du personnel ainsi que de toute autre personne concernée n'ayant pas donné son accord écrit préalable.

Le non-respect des règles énoncées ci-dessus, pourra donner lieu à des sanctions disciplinaires et/ou des poursuites civiles et pénales en cas d'infraction aux dispositions légales.

2.1.4. Article 4 : Contrefaçon et plagiat

Le plagiat se définit par l'utilisation des écrits d'autrui sans mention d'emprunt, selon le grand dictionnaire terminologique 2017.

Conformément au code de la propriété intellectuelle, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle d'une œuvre de l'esprit faite sans le consentement de son auteur est illicite.

Le délit de contrefaçon peut donner à une sanction disciplinaire, indépendamment de la mise en œuvre de poursuites pénales.

2.1.5. Article 5 : Fraude

Lors de la correction d'une épreuve validante, toute fraude constatée entraînera une note de zéro et donnera lieu à une sanction disciplinaire et le cas échéant à des poursuites pénales.

Au cours des évaluations, en cas de fraude, deux cas sont considérés :

- un ou des élèves sont suspectés de fraude : ils seront immédiatement déplacés vers les premiers rangs de la salle d'examen et/ou ils seront séparés.

Une surveillance attentive sera mise en place à leur égard ;

- la fraude est flagrante et peut être prouvée : le surveillant responsable de la salle prend toute mesure pour faire cesser la fraude sans interrompre la participation à l'épreuve de l'élève.

Il dresse un procès-verbal contresigné, s'il l'accepte, par l'élève.

Il récupère tous les éléments de preuve.

La copie est corrigée, et la note de zéro est attribuée à l'épreuve.

Une mesure disciplinaire est mise en place.

2.1.6. Article 6 : cours réalisés en distanciel

Il est interdit de réaliser des copies d'écran et de filmer les cours dispensés qu'ils soient en présentiel ou en distanciel.

La Section Compétente pour le Traitement des Situations Disciplinaires prend des décisions relatives aux fraudes ou tentatives des fraudes commises par un étudiant, auteur ou complice, à l'occasion de l'inscription dans l'institut, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours.

Conformément au code de la propriété intellectuelle, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle d'une œuvre de l'esprit faite sans le consentement de son auteur est illicite.

Le délit de contrefaçon peut donner lieu à une sanction disciplinaire, indépendamment de la mise en œuvre de poursuites pénales

2.1.7. Article 7 : Visite médicale et vaccinations

L'admission définitive est subordonnée à la production au plus tard le jour de la rentrée, d'un certificat médical émanant d'un médecin agréé qui atteste des aptitudes physiques et psychologiques nécessaires à la profession.

Le certificat médical de vaccination, conforme à la réglementation en vigueur fixant les conditions d'immunisation des professionnels de santé en France, devra être présenté au plus tard le jour du premier stage.

Dans le cas contraire ou bien si les vaccinations n'étaient pas à jour, l'accès en stage serait refusé.

2.1.8. Article 8 : Inaptitude et suspension

Lorsqu'un élève a accompli des actes incompatibles avec la sécurité des personnes soignées, la directrice de l'IFAS peut décider en accord avec le responsable du lieu de stage de la suspension du stage de l'élève jusqu'à l'examen de sa situation par la section compétente pour le traitement des situations disciplinaires ou par la section compétente relative au traitement pédagogique des situations individuelles des élèves.

2.2. Respect des règles d'hygiène et de sécurité

2.2.1. Article 9 : Interdiction de fumer et/ou vapoter

Conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique, il est interdit de fumer et/ou vapoter dans tous les lieux fermés et couverts affectés à l'institut de formation (salles de cours et de travaux pratiques, couloirs, sanitaires...).

Les mégots doivent impérativement être éliminés dans les cendriers situés aux entrées et sorties de l'IFAS sous peine de sanction.

2.2.2. Article 10 : respect des consignes de sécurité

Quel que soit le lieu où elle se trouve au sein de l'institut de formation, toute personne doit impérativement prendre connaissance et respecter :

- Les consignes générales de sécurité et notamment les consignes d'évacuation en cas d'incendie,
- Les consignes particulières de sécurité et notamment celles relatives à la détention ou la manipulation des produits dangereux au sein des salles de travaux pratiques.

Il convient de se reporter aux documents affichés et distribués au sein de l'institut de formation.

2.2.3. Article 11 : Prévention d'une nouvelle vague de contamination COVID-19 ou autre infection endémique ou saisonnière

Dans le cadre de la prévention en cas de pandémie, des mesures spécifiques sont susceptibles d'être prises : distanciation, port de masque, circuits de circulation, hygiène des mains...

Un strict respect des consignes sera imposé sans restriction.

2.3. Dispositions concernant les locaux

2.3.1. Article 11 : Maintien de l'ordre dans les locaux

La directrice est responsable de l'ordre et de la sécurité dans les enceintes et locaux affectés à titre principal à l'établissement dont il a la charge.

La directrice est compétente pour prendre à titre temporaire toute mesure utile afin d'assurer le maintien de l'ordre : interdiction d'accès, suspension des enseignements...

Les locaux doivent être rangés de façon conforme à leur utilisation, les tables doivent être propres, les chaises montées chaque soir sur les tables, le matériel pédagogique rangé.

Les tasses, cafetières, bouilloires...doivent être rangées et nettoyées chaque soir, un meuble est affecté à cet effet.

Les matériels mis à disposition (frigidaires, cafetières...) doivent être vidés et nettoyés, notamment avant chaque départ en stage.

L'utilisation de la salle multimodale pour prendre le déjeuner doit être opérationnelle à 13h30.

En cas de non- respect, l'accès à cette salle ne sera plus autorisé.

L'accès à la photocopieuse de l'IFAS pour la traçabilité des cours ne peut se faire qu'avec l'accord préalable des formateurs.

Une photocopieuse est à disposition des élèves au centre de documentation, à charge de chacun d'apporter les feuilles de papier nécessaires.

2.3.2. Article 13 : Utilisation des locaux

Ils peuvent accueillir des réunions ou des manifestations dans les conditions fixées à l'article 50 de l'arrêté du 23 juillet 2018 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux.

3. Dispositions applicables aux élèves

3.1. Dispositions générales

3.1.1. Article 14 : Libertés et obligations des élèves

Les élèves ont la possibilité de se réunir conformément aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté du 17 Avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux.

Il ne doit exister aucune confusion possible entre l'institut de formation et les organisateurs des réunions ou manifestations, qui restent responsables du contenu des interventions.

Dans la mesure où les étudiants s'engagent dans la formation dispensée par l'IFAS du CH Comminges-Pyrénées, ils ont l'obligation de participer aux manifestations organisées par le CH Comminges-Pyrénées nécessitant leur présence.

Il est fortement recommandé de ne pas laisser des objets de valeur (sacs à main, PC portable par exemple) dans les salles de cours, la Direction se dégage de toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'objet laissé sans surveillance à l'intérieur du bâtiment de l'IFAS.

Les élèves doivent respecter les personnels et intervenants de l'IFAS et se respecter entre eux.

Tout acte d'irrespect ou de violence fera l'objet d'une des quatre sanctions disciplinaires prévues par la réglementation (Chapitre II de l'arrêté du 21 avril 2007 – art 19).

Les téléphones portables doivent impérativement être déconnectés et rangés pendant les cours et interventions ainsi que sur les lieux de stage.

Il est interdit de filmer ou de photographier les intervenants ou le contenu de leurs cours, sans autorisation préalable.

Le secret professionnel et le respect de la dignité des personnes doit être scrupuleusement respecté en stage, il est donc strictement interdit de filmer, photographier un malade ou le personnel sur le lieu de stage.

3.2. Droits des élèves

3.2.1. Article 15 : Représentation

Dans chaque institut de formation préparant à l'un des diplômes visés à l'article 1er sont constituées une Instance Compétente pour les Orientations Générales de l'Institut et trois sections :

- Une Section Compétente pour le Traitement Pédagogique des Situations Individuelles des Etudiants
- Une Section Compétente pour le Traitement Pédagogique des Situations Disciplinaires
- Une Section relative à la Vie Etudiante

Dans un délai maximum de 60 jours après la rentrée, des représentants d'élèves sont élus par leurs pairs pour une durée égale à l'année scolaire en cours.

Tout élève est éligible.

L'élection se fait après appel à candidature.

Les représentants des étudiants sont élus à l'issue d'un scrutin proportionnel à un tour.

En cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est élu.

Deux représentants titulaires et deux représentants suppléants sont élus au sein de chaque promotion pour l'année scolaire considérée.

Les représentants des étudiants sont chargés de :

- représenter la promotion dans les sections compétentes pour les orientations générales de l'IFAS :

- Section Compétente pour le Traitement Pédagogique des Situations Individuelles des Elèves
- Section Compétente pour le Traitement des Situations Disciplinaires (représentants élus tirés au sort)
- Section relative aux conditions de vie au sein de l'institut de formation - recueillir l'information auprès des étudiants et la transmettre à l'équipe pédagogique ;
 - transmettre les informations à la promotion ;
 - représenter la promotion lors de la tenue des sections relatives aux conditions de vie au sein de l'institut de formation ;
 - peuvent organiser des réunions de réflexion ;
 - peuvent représenter la promotion dans les groupes de travail ponctuellement mis en place.

3.2.2. Article 16 : Liberté d'association

Le droit d'association est garanti par la loi du 1^{er} juillet 1901.

La domiciliation d'une association au sein de l'institut de formation est soumise à une autorisation préalable.

3.2.3. Article 17 : Droits à l'information

Tout doit concourir à informer les élèves aussi bien sur les missions de l'institut de formation que sur son fonctionnement dans des délais leur permettant de s'organiser à l'avance : planification des enseignements, calendrier des épreuves de contrôle continu des connaissances, dates des congés scolaires... (Cf. le projet pédagogique).

Les textes réglementaires relatifs à la formation, au Diplôme d'Etat et à l'exercice de la profession sont mis à la disposition des élèves par la directrice de l'institut de formation.

3.2.4. Article 18 : Tracts et affichages

Dans le respect de la liberté d'information et d'expression à l'égard des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels, la distribution de tracts ou de tout document par les élèves est autorisée au sein de l'institut de formation, mais sous conditions.

La distribution de tracts ou de tout document (notamment à caractère commercial) par une personne extérieure à l'institut est interdite, sauf autorisation expresse par la directrice de l'institut de formation.

Affichages et distributions doivent :

- Ne pas être susceptibles d'entraîner des troubles au sein de l'institut de formation ;
- Ne pas porter atteinte au fonctionnement de l'institut de formation ;
- Ne pas porter atteinte au respect des personnes et à l'image de l'institut de formation ;
- Être respectueux de l'environnement.

Toute personne ou groupement de personnes est responsable du contenu des documents qu'elle ou qu'il distribue, diffuse ou affiche.

Tout document doit mentionner la désignation précise de son auteur sans confusion possible avec l'établissement.

3.2.5. Article 19 : Liberté de réunion

Les élèves ont la possibilité de se réunir conformément aux dispositions de l'article 40 de l'arrêté du 21 avril 2007.

Il ne doit exister aucune confusion possible entre l'institut de formation et les organisateurs des réunions ou manifestations qui restent responsables du contenu des interventions.

3.2.6. Article 20 : Repas

Les élèves peuvent apporter leur repas.

L'institut met à disposition un équipement (réfrigérateurs, micro-ondes, éviers, placards).

Les repas apportés doivent être pris soit dans la salle de pause, soit dans la salle multimodale mais en aucune façon dans les salles de cours.

Les élèves peuvent bénéficier de la restauration du self du CHCP.

3.2.7. Article 21 : Périodes de congés

Les vacances sont fixées réglementairement.

Elles sont réparties en fonction du projet pédagogique.

Pour l'année scolaire 2024-2025, elles sont fixées du 21/12/2024 au 05/01/2025 et du 12 au 20/04/2025.

3.3. Obligations des élèves

3.3.1. Article 22 : Ponctualité

La ponctualité est indispensable.

Elle est définie par référence aux horaires des enseignements.

Elle concerne tous les enseignements : théoriques en institut et cliniques en stage.

Pour les évaluations, l'élève doit se présenter 15 minutes avant le début de l'épreuve, une fois les copies distribuées, aucun élève ne sera accepté.

Il obtient la note de zéro et devra se présenter à la seconde session d'évaluation.

Pour les enseignements, les élèves retardataires ne seront pas acceptés sauf pour un motif imputable au transport (dérogation sur présentation d'un justificatif).

Aucun retard ni sortie de cours ne sont autorisés, l'élève attend une pause et prévient l'intervenant dans le cas d'un départ avant la fin du cours.

3.3.2. Article 23 : Tenue vestimentaire

Les tenues doivent être conformes aux règles de santé d'hygiène et de sécurité et être adaptées aux activités d'enseignement.

Pour les travaux pratiques, la tenue professionnelle composé d'un pantalon, d'une tunique et de chaussures de stage est obligatoire.

L'achat de cette tenue est imputable à l'élève.

Conformément aux règles internes des hôpitaux et aux règles d'hygiène « le port de bijoux et de piercing est interdit sur les terrains de stages » ainsi que le port de vernis à ongles.

Il en est de même durant les ateliers pratiques à l'IFAS.

Des chaussures strictement réservées à l'usage professionnel sont obligatoires sur les terrains de stage et pour les ateliers pratiques à l'IFAS.

Elles doivent répondre aux normes d'hygiène et de sécurité (nettoyables, désinfectables et anti-dérapantes).

Un élève en tenue professionnelle se doit de respecter les règles d'hygiènes et une posture professionnelle adaptée, en particulier ne pas s'asseoir par terre et la porter uniquement à l'IFAS ou en stage.

Les tenues professionnelles lors des stages sont prêtées et entretenues par les structures d'accueil en stage, en dehors des chaussures.

3.3.3. Article 24 : Maladie ou événement grave

En cas de maladie ou d'événement grave, l'élève est tenu d'avertir le jour même la directrice de l'institut de formation du motif et de la durée approximative de l'absence.

Il est également tenu d'informer le responsable de stage s'il y a lieu.

En cas d'absence, un justificatif doit être fourni dans les quarante-huit heures suivant l'arrêt maladie (arrêt maladie, convocation au permis de conduire...).

3.3.4. Article 25 : Stages

Les élèves sont assignés sur les terrains de stages définis par l'équipe pédagogique.

Leurs plannings sont arrêtés par le maître de stage en tenant compte du projet pédagogique.

Les élèves doivent respecter les instructions des responsables des structures d'accueil notamment le règlement intérieur.

Les tenues vestimentaires doivent être adaptées notamment tenues à manches courtes, pas de bijoux, ni alliance, ni vernis à ongle, ni faux ongles.

Un maquillage discret est toléré.

Les élèves sont tenus aux mêmes obligations que le personnel de la structure d'accueil, notamment au secret et à la discrétion professionnelle.

3.3.5. Article 26 : Assurances

Les élèves doivent souscrire à titre individuel une Assurance en Responsabilité Civile Professionnelle et fournir l'attestation à l'entrée en formation.

L'accident de trajet est reconnu s'il a lieu sur le trajet le plus court domicile - IFAS/stage.

La déclaration d'accident et l'émargement de la feuille d'horaire de stage, conditionnent la couverture de l'accident de travail.

Toute sortie de l'institut et de stage n'est pas couverte par les assurances.

3.3.6. Article 27 : Accident d'exposition au sang et autres liquides biologiques

En cas d'accident d'exposition au sang et autres liquides biologiques (AES), l'élève doit suivre le protocole en vigueur dans le service et se mettre en rapport avec le secrétariat de l'IFAS dans les délais les plus rapides afin que la déclaration réglementaire puisse être faite sous 48 heures.

3.3.7. Article 28 : Absences en cours et en stage

Toute absence doit être justifiée par un certificat médical ou par un autre document « officiel » (convocation au permis de conduire...).

Pour la durée totale de la formation, une franchise maximale d'absence justifiée de 5% du temps de formation peut être accordée aux élèves, pendant laquelle ils sont dispensés des enseignements théoriques et de stage.

Ils devront toutefois présenter les épreuves de validation des modules de formation.

Au-delà de 20% de temps d'absence lors d'un stage, ou de plus de 10% pour l'ensemble des stages, celui-ci fera l'objet d'un rattrapage.

La directrice peut, sur proposition de pièces justificatives et dans des cas exceptionnels, autoriser certaines absences avec dispense de cours, au-delà de la franchise.

En cas d'interruption pour des raisons justifiées et notamment en cas de maternité, l'élève conserve les notes obtenues aux évaluations des modules ainsi que celles obtenues lors des stages cliniques.

La formation est reprise l'année suivante au point où elle avait été interrompue.

Lorsque l'interruption de la formation a été supérieure à un an, les modalités de reprise de celle-ci sont fixées par la directrice, après avis de l'instance compétence pour le traitement pédagogique des situations individuelles des élèves.

En cas de maternité, les élèves sont tenues d'interrompre leur scolarité pendant une durée qui ne peut en aucun cas être inférieure à la durée légale.

La directrice saisie d'une demande de congé paternité détermine les modalités pratiques d'exercice de ce droit dans le respect des dispositions de l'article 27 de l'arrêté du 22/10/2005.

Toute absence injustifiée fera l'objet d'une sanction disciplinaire.

Les motifs d'absence reconnues comme justifiées sur présentation de pièces justificatives :

- Maladie ou accident
- Décès d'un parent au premier et deuxième degré
- Mariage ou PACS
- Naissance ou adoption d'un enfant
- Fêtes religieuses (dates publiées au Bulletin Officiel de l'éducation nationale)
- Journée d'appel de préparation à la défense
- Convocation préfectorale ou devant une institution juridictionnelle
- Participant à des manifestations en lien avec leur statut d'élève et leur filière de formation

3.3.8. Article 29 : Formation à l'institut

La répartition entre cours, Travaux Pratiques et Travaux Dirigés, ainsi que les évaluations, sont déterminées par l'équipe pédagogique et agréées par l'instance compétente pour le traitement des orientations générales de l'institut.

La formation est dispensée sur la base de 35 heures par semaine.

L'enseignement est dispensé par les formateurs et des intervenants extérieurs.

La présence en cours (présentiel, distanciel) est obligatoire.

Tout cours non suivi sera comptabilisé en heures d'absences.

De ce fait, il y aura une répercussion sur la rémunération de l'élève lorsqu'elle existe.

L'élève émarge sur les feuilles de présence.

Sa signature engage sa responsabilité et conditionne la reconnaissance d'un accident de trajet.

L'équipe pédagogique prévoit des temps de travail personnel guidé (TPG) afin de permettre aux élèves du temps de recherche, d'analyse de situations, de travail préalable à un TDces temps sont planifiés sur le temps de formation.

Ce travail personnel guidé est obligatoire.

3.3.9. Article 30 : Formation clinique

Les stages s'effectuent, pour un parcours complet, sur 22 semaines, soit 770 heures, à raison de 35 heures hebdomadaires.

Le temps du repas de midi n'est pas inclus dans ce temps.

En cas de stage en horaire continu, l'amplitude horaire à respecter pour la prise des repas est de 30 minutes.

Les stages constituent au sein de la formation un temps d'apprentissage privilégié d'une pratique professionnelle.

Ils s'effectuent en milieu hospitalier et médico-social.

L'institut en prévoit l'organisation selon la réglementation en vigueur.

Le choix de l'affectation des élèves est validé par la directrice.

Les horaires varient suivant la spécificité du stage.

L'élève ne peut changer ses horaires selon sa convenance et ne peut demander la récupération d'heures supplémentaires.

Tout en restant sous la responsabilité de l'institut et selon les modalités prévues, les élèves en stage doivent observer les instructions qui leur sont données par le personnel d'encadrement de la structure d'accueil.

Les horaires de stage sont arrêtés par le cadre, responsable de l'organisation du stage.

L'élève portera les tenues prévues.

Ces tenues doivent être quittées pour se rendre au restaurant du personnel.

Les feuilles d'appréciation de stage doivent être rapportées par l'élève dès le retour de stage.

L'élève vérifie que le cachet du service y soit apposé et qu'il ait signé le document.

3.4. Evaluations

3.4.1. Article 31 : validation des blocs de compétences

L'évaluation des compétences acquises par les élèves est effectuée tout au long de leur formation selon les modalités d'évaluation et de validation :

- De chacun des blocs de compétences avec une ou plusieurs épreuves par bloc de compétences selon les modalités du référentiel de formation en vigueur,
- Des compétences en stage.

Des bilans collectifs et individuels permettent encore à l'élève d'identifier ses points forts et axes d'amélioration, de forger son identité professionnelle et d'élaborer son projet professionnel.

La formation est sanctionnée par le Diplôme d'Etat d'Aide-Soignant.

Le calendrier des évaluations est affiché dans le hall et sur la plateforme ANDIL, et fait office de convocation.

3.4.2. Article 32 : Rattrapages

L'élève qui ne remplit pas les conditions de validation bénéficie d'une épreuve de rattrapage organisée avant la fin de la formation.

L'élève peut bénéficier de sessions de rattrapage pour les validations à l'IFAS et/ou pour les stages.

3.4.3. Article 33 : Validation du Diplôme d'Etat

Sont déclarés reçus au Diplôme d'Etat d'Aide-Soignant (DEAS) les candidats qui ont validé l'ensemble des blocs de compétences liés à l'exercice du métier.

Le Diplôme d'Etat d'Aide-Soignant est délivré par la Direction Régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) de TOULOUSE aux candidats déclarés admis par le jury.

4. Dispositions applicables au personnel

4.1. Article 34 : Droits et obligations des personnels

Les droits et obligations des personnels font l'objet de dispositions légales et réglementaires générales ou particulières auxquelles il convient de se reporter (statut général, statut particulier, Code du Travail...).